Bureau du Coordonnateur Résident / Equipe de pays des Nations Unies

---

Termes de référence

Recrutement d'une équipe ou centre de recherche / Bureau d'études pour l'accompagnement dans l'élaboration d'une « Etude Leaving No One Behind » en Algérie sous un accord de partenariat

Février 2020

1. Information sur le contrat

Titre :	Consultant pour analyse des personnes/groupes Laissées pour Compte - LNOB (*Common Country Analysis* de l'Algérie)
Contrat :	Contrat institutionnel
Rapport à soumettre :	Coordonnateur Résident, Bureau Coordonnateur Résident des Nations Unies en Algérie
Localisation :	Alger
Langues requises :	Français
Dates de contrat :	01 mars 2020 – 30 avril 2020 (30 jour/homme)

2. Contexte

La résolution 72/279, de l'Assemblée Générale a rebaptisé les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement en Plans-Cadres de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable les considérant désormais comme « les principaux instruments permettant au Système des Nations Unies de planifier et de mener dans chaque pays des activités de développement à titre d'appui à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

Le plan-cadre de coopération, que le pays s'approprie pleinement, est établi en fonction des priorités du pays en matière de développement, du Programme 2030 et des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Il décrit l'appui que les acteurs nationaux souhaitent recevoir du système des Nations Unies afin de réaliser les objectifs de développement durable de façon intégrée, compte tenu de l'impératif de ne laisser personne de côté et dans le respect des droits de la personne et des autres normes et obligations internationales.

L'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) en Algérie lance le processus de préparation et de formulation du Cadre de Coopération Stratégique 2022-2026 avec Gouvernement algérien en vue de la réalisation du développement durable de l'Algérie.

Ce processus commencera par l'élaboration du Common Country Analysis (CCA), qui constitue l'analyse indépendante, impartiale et collective de la situation du pays par le Système des Nations Unies, pour son utilisation interne dans l'élaboration du Cadre de coopération (CF). L'élaboration du CCA/CF sera inclusive, participative et fondée sur les principes des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment ceux qui sont énoncés dans les directives internes du Cadre de Coopération des Nations Unies

3. Eléments de la *Common Country Analysis*

Le Common Country Analysis (CCA) s'appuiera sur les données, statistiques, analyses, études, recherches, capacités et ressources existantes à l'intérieur et à l'extérieur du SNU. Pour ne laisser personne pour compte, il est important de produire des preuves et des données ventilées non seulement par revenu, sexe, géographie et âge, mais aussi par d'autres motifs de discrimination.

Il s'agira également d'analyser les données existantes et les lacunes en matière de données pour les indicateurs nationaux relatifs aux ODD. Il devrait aller au-delà des statistiques nationales officielles pour utiliser de nouvelles sources de données et de nouveaux outils de diagnostic.

Le CCA identifiera les risques multidimensionnels qui pourraient avoir un impact sur la trajectoire de développement du pays. Il comprendra un examen du paysage financier pour le développement durable de l'Algérie. Il intégrera l'analyse des dynamiques régionales, sous-régionales et transfrontalières pertinentes et de leur impact sur la réalisation de l'Agenda 2030 dans le pays.

L'élaboration du *CCA* reposera sur 5 piliers :

(i) **Une analyse du progrès de la mise en œuvre des ODD**, reprenant notamment comme base le Rapport national volontaire sur la mise en œuvre des ODD publié en juillet 2019, et un aperçu des recommandations pertinentes des mécanismes des Droits de l'Homme de l'ONU.

(ii) **Une analyse « Laisser personne pour compte » (LNOB)** qui identifiera les groupes spécifiques des personnes laissées pour compte des facteurs causant et/ou renforçant l'inégalité et la discrimination.

(iii) **Une analyse de risque** sur les 12 thématiques qui impactent la trajectoire de développement de l'Algérie, en tenant compte des défis, des capacités et des facteurs de résilience.

(iv) **Une analyse de la politique économique** du pays et de sa capacité à se transformer vers un modèle de développement inclusif et durable, avec une revue de la politique monétaire et budgétaire.

(v) **Une analyse des lacunes et entraves (gaps)** au développement que l'Algérie rencontre et qui affectent la réalisation de l'agenda 2030. Analyse des facteurs structurels et des partenariats à prendre en compte pour lutter contre l'inégalité et l'exclusion.

Le rapport final sera basé sur les résultats de ces cinq analyses et formera le CCA analytique et stratégique sur l'Algérie. Ce document inclura un état des lieux en matière de développement dans la perspective du Laisser Personne pour Compte (LNOB).

Dans ce contexte, le Bureau du Coordonnateur Résident souhaite conclure un accord de partenariat avec l'équipe/centre de recherche ou un bureau d'études pour l'accompagner dans le

processus d'élaboration d'une étude sur les groupes les plus vulnérables en Algérie « Leaving No One Behind - LNOB ». L'équipe ou centre de recherche/bureau d'études sera amené à utiliser le Guide Opérationnel : *Leave No One behind. A UNSDG Operational guide for Country Teams.*

3. Eléments de l'étude "Leaving No One Behind - LNOB"

Le Guide LNOB (https://undg.org/document/leaving-no-one-behind-a-unsdg-operational-guide-for-un-country-teams-interim-draft/) décrit les différentes étapes pour la conduite de l'étude sur les groupes de populations laissés pour comptes, il a été préparé par une équipe de travail inter-Agences sous les auspices du Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDG), afin d'orienter les équipes pays des Nations Unies à la mise en œuvre de l'engagement LNOB lors de leurs travaux de planification.

La mise en œuvre de l'étude LNOB suit une méthodologie en cinq étapes, à savoir :

ÉTAPE 1 : Qui est laissé pour compte ? Rassembler les preuves.
ÉTAPE 2 : Pourquoi ? Priorité et analyse.
ÉTAPE 3 : Quoi ? Que faut-il faire ?
ÉTAPE 4 : Comment ? Comment mesurer et surveiller les progrès accomplis.
ÉTAPE 5 : Faire progresser la responsabilisation à l'égard des LNOB.

4. Objectif et missions du consultant

Sous l'orientation générale et la supervision du Coordonnateur résident des Nations Unies en Algérie l'équipe ou centre de recherche/Bureau d'études aura pour mission de produire une **étude sur la thématique LNOB en Algérie.**

Cette étude identifiera qui sont les personnes les plus vulnérables en Algérie, les causes de leur exclusion et les pistes de solutions pour remédier à cet état de fait. Cette étude doit refléter les groupes de populations exclues selon les critères préétablis par le Guide LNOB du UNSDG. A cet effet, l'identification des groupes laissés pour compte doit se baser sur une **analyse multidimensionnelle des critères de discrimination vis-à-vis des 17 ODD**.

Cette étude devra donc se baser sur les instructions comprises dans le Guide LNOB, et comprendra également une analyse sensible au genre. L'étude devra répondre notamment aux questions suivantes :

- Qui sont les personnes stigmatisées en Algérie ? Est-ce que les femmes et les filles sont particulièrement stigmatisées au sein de ces groupes ?
- Qui sont les personnes qui sont laissées en marge des politiques publiques ?
- Quels sont les principaux besoins de ces personnes/groupes vulnérables ?
- Quelles sont les causes (conjoncturelles et structurelles) de la situation de vulnérabilité de ces personnes ? Est-ce qu'ils existent des raisons plus spécifiques aux femmes et aux filles ?

- Comment renforcer la résilience et améliorer les conditions de vie (matériel et/ou non matériel) de ces personnes ?
- Quelles sont les stratégies et politiques mises en œuvre pour améliorer la situation des personnes les plus exclues ?
- Est-ce que les résultats de ces stratégies ont été évaluées ?
- Quels financements et quels partenariats ont été mobilisés pour promouvoir l'autonomisation de ces groupes ?
- Quelles statistiques/données seraient nécessaires pour franchir les différentes étapes de l'analyse ?
- Quelles actions prioritaires pourraient être proposées en vue de les cibler ?

L'approche LNOB vise à identifier qui est laissé de côté et de quelles manières, et qui d'entre eux est probablement le plus éloigné derrière. À cette fin, l'analyse/le consultant doit :

- Reccueillir et analyser toutes les données et informations révélant les lacunes et les tendances dans la mise en œuvre des ODD entre les sous-populations et/ou les localités géographiques.

- Iintégrer des données et des informations provenant de diverses sources, notamment de statistiques nationales, d'institutions nationales des Droits de l'Homme, de mécanismes internationaux des Droits de l'Homme, d'organes de surveillance de l'OIT, d'organisations de la société civile, y compris les organisations et/ou les données au niveau communautaire.

- Combiner les différentes analyses pertinentes réalisées par le Gouvernement et le SNU sur l'humanitaire, le développement, les Droits de l'Homme, les conflits, les inégalités, l'analyse politique, le risque pour mieux faire un bilan conjoint de ceux qui sont laissés de côté et pourquoi.

5. Approche méthodologique

Tout au long du processus d'accompagnement du l'équipe-pays des Nations Unies et du Bureau du Coordonnateur Résident dans l'élaboration du *Common Country Analysis*, le consultant sélectionné devra respecter dans ses tâches, un certain nombre de principes et d'approches, tel.les que :

- Appliquer le Guide LNOB du UNSDG lors de la conduite de l'étude,
- Une approche centrée sur les ODDs ;
- Une approche axée sur la demande (*demand-driven*) plutôt que sur l'offre (*supply-driven*) ;
- Une approche inclusive ;
- Les principes du « *Leaving No One Behind* » à l'ensemble du processus d'élaboration ; et
- Une approche sensible au genre, qui s'intègre autant dans le format (consultations *gender-balanced*, écriture inclusive par exemple) que dans le contenu (prise en compte des défis et opportunités pour les femmes de chaque thématique par exemple).

6. Livrables attendus

En étroite collaboration avec le représentant du Bureau du Coordonnateur Résident et le Groupe de Référence CCA du Système des Nations Unies Algérie, l'équipe ou centre de recherche/Bureau d'études sera amené à produire les livrables suivants :

LIVRABLE L1 :

Une note méthodologique détaillant la compréhension des présents TdRs, et qui présente les différentes étapes qui seront suivies pour la réalisation de cette étude LNOB, en se référant à l'utilisation du Guide LNOB élaboré par le UNSDG.

LIVRABLE L2 :

Elaborer un premier draft du rapport qui identifie les groupes de populations laissées pour compte (LNOB) en Algérie en **rapport avec les 17 ODD**, à travers l'application des directives et recommandations du Guide LNOB du UNSDG. Plus précisément, ce rapport devra être structuré en deux parties comme suit :

A. **Un *diagnostic* :** permettant d'identifier les populations marginalisées et vulnérables, **se basant sur une confrontation des indicateurs avec chacun des 17 ODD**. Mais aussi déterminer les causes et raisons pour lesquelles ces populations sont passées au travers des politiques, lois, stratégies, plans de l'Etat.
   - Identification des populations laissées de côté ainsi que des caractéristiques et profils, en **considérant chacun des 17 ODD** (selon la méthodologie décrite dans le Guide LNOB),
   - Identification des principales causes et critères déterminants de vulnérabilité et marginalisation,
   - Identification des inégalités (horizontales, verticales er croisées) ainsi que les « drivers » des inégalités d'opportunités et d'accès aux ressources, qu'elles soient, pas uniquement monétaires, mais également en termes de droits : gouvernance, justice, sécurité, éducation, santé, eau et assainissement, sécurité alimentaire et nutrition, énergie, etc… (en somme, une analyse selon les 17 ODDs),
   - Identification des données de base, politiques, stratégies, lois et plan publics (et programmes) mis en œuvre pour améliorer leurs conditions,
   - Analyse des facteurs déterminants (immédiats, sous-jacents et racines) les dynamiques de pauvreté, violences et discriminations multidimensionnelles en Algérie,
   - Identification des insuffisances des données de base, politiques, stratégies et plan publics sociaux-économiques,
   - Analyse des défis et opportunités (politiques, économiques, sociales et statistiques) liés à l'opérationnalisation du principe « ne laisser personne de côté »,
   - Identification des institutions publiques, internationales et privées, ainsi que les organisations de la société civile engagées dans l'autonomisation de ces populations et leurs contributions financières,

- Identification des sources et ventilation des données permettant de recenser ces populations par sexe, par région, par niveau de revenus/dépenses, par âge, par lieu d'origine, par besoin spécifique.

B. **Une *stratégie* :** permettant l'opérationnalisation d'actions et de moyens réalisables et concrets visant à l'autonomisation, prise en compte et inclusion des populations marginalisées et vulnérables basée sur l'approche centrée sur les Droits Humains (« Human rights-based Approach »).

- Identification des moyens permettant de renforcer ou mettre en place les filets de sécurité pour renforcer la résilience et améliorer les conditions de vie de ces populations,

- Recommandation de plusieurs interventions réalisables et concrètes permettant l'inclusion sociale, économique et politique des populations marginalisées et vulnérables,

- Suggérer méthodes, moyens et méthodologies d'indicateurs de suivi permettant de faire le suivi de la bonne mise en en œuvre de ces recommandations.

LIVRABLE L3 :

Un rapport détaillé et finalisé de la mission LNOB. Qui sera un enrichissement du Livrable L2, suite aux avis, recommandations, discussions qui auront été collectées lors d'un atelier de réflexion avec le Groupe de référence CCA.

Ce rapport final répondra au besoin d'identification des LNOB en Algérie et comprendra une analyse des causes qui ont amené à l'exclusion de ces populations, des besoins de ces populations, des lacunes (gaps) de développement dont sont impactées ces populations, les pistes de solutions pour réduire ces fractures, et les orientations sur les politiques publiques à mettre en œuvre pour renforcer la résilience de ces groupes de populations laissés pour compte.

L'équipe ou centre de recherche/Bureau d'études veillera à ce que les livrables soient préparés sur la base des directives des collègues du Bureau Coordonnateur Résident, tout en les conseillant sur la base de l'expérience acquise et en cohérence avec les travaux similaires développés ailleurs. **Tous les livrables doivent être validés par le Bureau du Coordonnateur Résident.**

L'équipe ou centre de recherche/Bureau d'études est tenu de respecter le secret professionnel et ne doit en aucune manière diffuser les informations acquises lors de la préparation et du déroulement de l'activité, y compris les supports et les rapports.

En tout temps, l'équipe ou centre de recherche/Bureau d'études doit s'assurer que les produits livrables sont de haute qualité et respectent ces quatre normes :

- Robustesse technique ;
- Pertinence du contexte ;
- Intégrité et qualité de l'analyse ; et
- Engagement des parties prenantes et préparation inclusive.

7. Planning prévisionnel de la mission

La mission d'élaboration du *Common Country Analysis* se déroulera du 01 mars au 15 avril. Les livrables de cette de la mission sont détaillés ci-après :

Livrables		Taux de paiement	Planning prévisionnel
L1.	Note méthodologique détaillant la compréhension des TdRs et le déroulement de la mission	0%	Après signature de l'accord de partenariat (À partir du 01 mars 2020)
L2.	Draft du rapport qui identifie les groupes de populations laissées pour compte (LNOB) en Algérie, à travers l'application du Guide LNOB du UNSDG	50%	Au plus tard le 30 mars 2020
L3.	Rapport final et détaillé LNOB	50%	Au plus tard le 15 avril 2020

8. Critère d'attribution du contrat

I - Critères de l'équipe ou centre de recherche / Bureau d'études :

Une ancienneté d'un an au moins dans un domaine en lien avec le conseil, l'appui au secteur public, l'élaboration d'études stratégiques nationales, des réformes sectorielles ou la conception de politique publiques.

II - Critères pour l'équipe :

L'équipe chargée de conduire la mission LNOB sera composée de **(i) une Equipe Etude** (formée d'au moins trois personnes).

(i) L'Equipe Etude, composée d'au moins 3 personnes avec les profils suivants

- **1 chef-fe de mission** : Expert-e senior en conception et analyse des politiques publiques, avec un profil pertinent dans le développement durable (sociologue/économiste, etc.) :

Compétences requises :

- Master en sciences sociales axé sur les sciences politiques, la sociologie, l'anthropologie, l'économie, le droit, le développement durable, la statistique, ou un domaine similaire ;
- 10 ans d'expérience ou plus dans la conception et la planification d'analyses et stratégies autour des politiques publiques, reformes, gouvernance, dynamiques sociopolitiques, institutionnelles et de développement ;
- Connaissance particulière des problématiques affectant les catégories de population les plus vulnérables sera considérée comme un atout ;
- Expérience de l'intégration du genre ;
- Compétences prouvées de supervision, d'analyse, de rédaction, et de modération ;
- Expérience préalable dans l'utilisation de l'approche basée sur les droits humains est hautement souhaitable ;
- Compréhension et connaissance du Système des Nations Unies et des autres partenaires en développement présents en Algérie ;
- Connaissance de l'agenda 2030 et des ODD ;
- Français est requis, la connaissance de l'anglais est souhaitable.

- **2 Experts-es junior** (préférablement un homme et une femme) en gestion de projets avec un profil pertinent dans le développement durable :

Compétences requises :

- Master en sciences sociales axé sur les sciences politiques, la sociologie, l'anthropologie, l'économie, le droit, le développement durable, la statistique, ou un domaine similaire ; une Maîtrise combinée avec 2 années supplémentaires d'expérience sera acceptée à la place du Master.
- 3 ans d'expérience ou plus dans l'appui à la conception et la planification d'analyses et stratégies autour des politiques publiques, reformes, gouvernance, dynamiques sociopolitiques, institutionnelles et de développement ;
- Compétences avérées d'organisation d'évènements (séminaires, et autres) ;
- Compétence d'analyse et de rédaction ;
- Une expérience de l'intégration du genre est hautement souhaitable ;
- Français est requis, la connaissance de l'anglais est souhaitable.

7. Soumission des offres

La soumission doit être composée d'une offre technique et d'une offre financière

1. ***La composition de l'offre technique devra être comme suit :***

Pour le centre ou l'équipe de recherche /Bureau d'études :

- Liste des références avec les noms des client.es et leurs coordonnées. Mettre sous forme d'un tableau le descriptif de la mission, date de début et de fin et montant personne contact (nom, poste adresse email) de chaque mission ;
- La démarche méthodologique pour effectuer la mission décrite dans ces TdRs ;
- Une liste signée et tamponnée du personnel à affecter au projet avec leurs attributions.

Pour l'équipe à affecter à la mission :

- Les CVs des personnels clés mentionnant leurs références et leur expérience dans les domaines exigés dûment signés ;
- La confirmation écrite par chaque membre du personnel qu'il sera disponible pendant toute la durée du contrat.

2. L'offre financière devra être comme suit :

Offre financière : originale, contenant l'offre globale de la soumission, et les détails requis**.**

L'offre financière doit être ventilée par éléments de coût, selon le template sur l'annexe 2.

Description de l'activité	**Rémunération par unité de temps**	**Durée totale de l'engagement**	**Nombre d'employé.es**	**Tarif total**
I. Services fournis par les personnels				
II. Frais				
III. Autres coûts connexes				

8. Critères d'évaluation

L'évaluation fera l'objet d'une sélection au mieux disant sur la base de la grille de notation et en tenant compte de la pondération sur les notes technique et financière respectivement de 70 % et 30 %.

a. L'évaluation de l'offre technique se fera comme suit :

Seules les candidatures ayant obtenu un score d'au minimum 700 points lors de l'évaluation techniques seront considérées pour l'évaluation financière.

Résumé des formulaires d'évaluation des propositions techniques		**Pondération**	**Points à obtenir**
1	Expertise et expérience en matière de recherche et de formation au renforcement des capacités, ainsi que de rédaction de rapports de même nature des institutions)	40%	400
2	Plan de travail et approche proposés	35%	450
3	Qualifications des membres du projet (experts clés)	25%	150
	Total		1000

Evaluation de la proposition		***Points à obtenir***
Formulaire1		
Expertise et expérience dans la conduite de recherches et dans la rédaction de rapports pour des institutions de même nature		
1.1	Capacité organisationnelle générale qui est susceptible d'affecter la mise en œuvre (taille de l'organisation, politique financière, politique personnelle et mécanisme de contrôle)	100
1.2	Années d'expérience dans la recherche et une expertise pertinente dans la gestion d'études sur les questions de Développement	100
1.3	Expériences sur des missions similaires et connaissances sur les questions liées à la pauvreté et à l'exclusion	200
Total formulaire 1		**400**
Evaluation de la proposition		***Points à obtenir***
Formulaire 2		
Plan de travail et approche proposés		
2.1	Degré de compréhension de la tâche, y compris le contexte, le concept et les objectifs, et clarté sur le sujet/les questions traitées dans la proposition	100
2.2	Méthode détaillée proposée pour la collecte des données / administration du questionnaire, utilisation d'outils et de techniques, méthode de vérification des données à différents niveaux, moyens pour maintenir l'exactitude des données collectées, mécanisme de gestion et de suivi	180

2.3	Examen des documents/informations pertinents effectué avant la préparation de la proposition et des données utilisées dans la rédaction de la proposition	50
2.4	Portée du travail définie par rapport au mandat de la mission	60
2.5	Pertinence et cohérence logique des activités, des résultats et du calendrier dans le plan proposé pour accomplir la tâche	60
Total Formulaire 2		**450**
Evaluation de la proposition		***Points à obtenir***
Formulaire 3		
Qualifications des membres du projet (experts clés)		
3.1	**Programme Manager (1 personne)** **Fonction principale** : superviser la mise en œuvre du projet et fournir des orientations stratégiques sur les activités, et préparer le rapport final. o Minimum 10 ans d'expérience progressive dans l'analyse, la recherche, l'évaluation et les travaux liés au développement ; o Expérience dans l'examen et la compilation d'ensembles de données multiples et bonne compréhension de l'analyse quantitative et qualitative, ainsi que des processus internes des Nations unies tel que le CCA (Bilan Commun Pays); o Une expérience de la réalisation de missions similaires est un atout ; o d'excellentes compétences en matière de rédaction de rapports ainsi que des compétences informatiques. o Une expérience préalable démontrée dans la conduite d'exercices similaires avec l'ONU est souhaitable pour mener à bien cette mission. o Expérience dans l'utilisation de Microsoft (Word, PowerPoint et Excel). o Excellentes compétences en matière de communication écrite et orale en anglais. La maîtrise de l'arabe est un atout. ○	70
3.2	**Coordinateurs de projets (2 personnes)** **Fonction principale** : organiser des recherches et des discussions/consultations avec les parties prenantes nationales, les membres de l'équipe de pays des Nations	80**

	unies et d'autres homologues nationaux et internationaux en Algérie. Le coordinateur du projet soutiendra le Programme Manager dans l'analyse et la rédaction du document final. o Maîtrise dans le domaine des sciences politiques/sociales, des statistiques, de l'économie et des études de développement. o Minimum cinq ans d'expérience progressive dans l'analyse, la recherche, l'évaluation et le travail lié au développement ; o Expérience dans la conduite de groupes de discussion, de sessions d'engagement communautaire, d'enquêtes et de questionnaires pour l'évaluation de projets, de bilans et d'appréciations. o De solides compétences analytiques et des aptitudes à la communication (orale et écrite), notamment la capacité à rédiger des rapports, à mener des consultations et des entretiens et à formuler des idées dans un style clair et concis ; o Une connaissance et une compréhension des processus de réforme des Nations unies, des principes de programmation des Nations unies, "Unis dans l'action", des processus de programmation commune par pays des Nations Unies. o Capacité à examiner et à synthétiser rapidement de grandes quantités d'informations, et à distinguer les grandes tendances des détails mineurs ; o Capacité à conceptualiser et à analyser les problèmes afin d'identifier les questions clés, les problèmes sous-jacents et leurs liens ; o Connaissance approfondie de l'intégration de la dimension de genre et de l'approche fondée sur les droits de l'homme ; o Excellentes compétences en communication écrite et orale en Français. La maîtrise de l'arabe est un avantage.	
Total Formulaire 3		**150**

b. Evaluation des offres financières :

Seules les propositions financières des candidatures retenues suite à l'évaluation technique avec un minimum de 700/1000 points seront considérées pour l'évaluation financière.

Il est demandé au consultant de fournir son offre financière globale pour l'ensemble de la mission.

ATTRIBUTION :

La Proposition financière la moins-disante (Fm) reçoit un score financier (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres offres sont établis de la manière suivante : Sƒ = 100 x Fm/F, Sƒ étant le score financier, Fm la proposition la moins-disante et F le montant de la proposition considérée. Les poids respectifs attribués aux propositions technique et financière sont respectivement 70 % et 30 %.

Le score technique (St) est calculé comme suit :

St = Nm +Nt

Nm : étant la note attribuée pour la méthodologie proposée, approche et plan d'exécution (sur 40);

Nt : étant la note technique attribuée à l'expert (sur 60) ;

La note finale S (correspondra au score technique et financier combiné) est calculée comme suit :

S = St X 70 % + Sf X 30 %

A l'issue de l'analyse, les soumissionnaires seront classés par ordre décroissant de valeur en fonction de la note finale obtenue. Le soumissionnaire ayant obtenu le score technique et financier combiné (S) le plus élevé sera retenu pour l'exécution de la mission.